Document generated on 08/05/2025 7:52 p.m.

Intervention

Environnement : $ $ $ $ $ $ $

Daniel Germain

Number 8, 1980

URI: https://id.erudit.org/iderudit/57549ac

See table of contents

Publisher(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (print)
1923-256X (digital)

Explore this journal

Cite this article

Germain, D. (1980). Environnement : $ $ $ $ $ $ $. *Intervention*, (8), 8–9.

Tous droits réservés © Les Éditions Intervention, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ENVIRONNEMENT: $ $ $ $ $ $ $

Nos ancêtres devaient se protéger des caprices de la nature; qui aurait pu croire que viendrait le temps où c'est la nature qu'il faudrait à son tour protéger?

Jean-Marie Pelt

Ça y est... c'est parti... deux importantes institutions viennent de faire un pas dans la recherche d'un environnement meilleur.

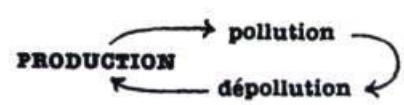
Jean-Paul II a en effet profité de son message pascal pour proclamer Saint-François d'Assise patron de l'écologie. «La bulle pontificale, écrite en latin affirme que Saint-François d'Assise a été proclamé patron de l'écologie en raison de son attachement à la nature «qu'il considérait comme un don merveilleux de Dieu à l'humanité».[1]

Plus près de nous le gouvernement du Québec a tenté lui aussi de récupérer l'environnement en décidant d'investir plus de sept milliards en huit ans dans un programme d'assainissement des eaux. Il est à espérer que ces deux niveaux de gouvernement, c'est-à-dire Saint-François et le ministère québécois de l'Environnement sauront collaborer dans leur recherche d'un monde meilleur. N'ayant pu rejoindre Saint-François pour le féliciter de sa nomination et connaître ses vues sur le sujet, je ne traiterai donc que de la politique préconisée par le gouvernement québécois en matière environnementale.

Le ministère de l'Environnement, en annonçant son programme d'assainissement des eaux, a en quelque sorte proclamé la création de l'industrie de la dépollution qui sera dans quelques années un des gros employeurs du Québec. Les gros investissements du temps de la construction des autoroutes étant pratiquement terminés, il fallait que le gouvernement pénètre dans un domaine exigeant des investissements énormes et surtout dans un domaine générateur de nombreux emplois. On va donc créer de l'emploi en dépolluant, en disséminant sur le territoire québécois de nombreuses usines d'épuration et si tout va bien on songe même à exporter nos techniques. Quel optimisme de la part de nos dirigeants!

Bien sûr, à plusieurs endroits les eaux qui coulent dans nos rivières sont dégoutantes, impropres à la consommation et à la récréation. Il fallait donc agir, mais ce programme ne fait que s'attaquer aux effets sans toucher aux causes: «Citoyens, citoyennes, allez-y, polluez allègrement, consommez et gaspillez et le coeur en fête vous contribuerez ainsi à justifier et à développer ce qui pourrait devenir très rapidement une de nos principales industries québécoises».[2] On est en train de bâtir une industrie dont la matière première est l'eau polluée; il faudra donc veiller à ne pas en manquer donc à continuer la surconsommation et le gaspillage de cette ressource. Voilà la logique qui a servi de base à l'élaboration de ce programme.

Ce programme d'assainissement des eaux fait émerger une étroitesse d'esprit inquiétante de la part de nos dirigeants. EN EFFET, EN PLUS DE RÉDUIRE LA NOTION D'ENVIRONNEMENT À UNE AFFAIRE D'EAU SALE, LE GOUVERNEMENT ÉVOQUE LA RENTABILITÉ DE CE PROGRAMME COMME PRINCIPALE CAUSE DE SA MISE EN OEUVRE. Notre belle société «productiviste» vient donc de récupérer l'environnement pour le réduire à une affaire de gros sous. Un nouveau cycle est né:



VIVE LE PROGRÈS! Réparons nos bêtises tout en combattant le chômage.

D'autres monstres de béton surgiront de nos campagnes assurant ainsi le rapprochement du gouvernement et du peuple. On verra bientôt un peu partout au Québec d'immemses panneaux bleus foudroyants indiquant: «Une autre réalisation du Gouvernement du Québec» et surtout... le montant de la subvention. Il y a eu les autoroutes, les polyvalentes et maintenant voici les usines d'épuration.

Pendant que le ministère de l'Environnement réalisera son programme à coup de milliards, les autres pouvoirs publics pourront tout bonnement éventrer des quartiers à coup d'autoroutes, détruire des marais à Kamouraska, anéantir ce qui reste d'espaces verts (et ce très tôt le matin) et quoi encore...

QU'ELLE EST DYNAMIQUE NOTRE BELLE SOCIÉTÉ QUI VOIT LE PROGRÈS DANS LE RAPPROCHEMENT DE L'HOMME ET DU BÉTON.

L'INDUSTRIE: LA PAUVRE

Les gouvernements prévoient aussi freiner la pollution industrielle. De façon générale on peut s'attendre à ce que les industries essaient par tous les moyens (chantage, fermeture...) de faire passer à la collectivité la charge de la lutte contre la pollution. Ce processus sournois est déjà entamé. En effet les gouvernements fédéral et provincial octroieront quelques 170 millions à un programme de modernisation et de dépollution à la «très pauvre» industrie des pâtes et papiers.

Les industries se sont vite rendu compte de la rentabilité de la dépollution; déjà en 1972 aux États-Unis, environ deux douzaines de firmes oeuvrant dans l'antipollution étaient des filliales ou des départements des plus grands pollueurs du pays[3].

DES TAS DE PETITES SOLUTIONS

Nos dirigeants viennent encore de manquer le bateau. Une fois de plus, le gouvernement s'en remet à des technologies lourdes et embarassantes qui ne feront qu'accroitre notre dépendance envers une bureaucratie gigantesque.

Pourquoi ne pas avoir choisi une solution plus simple, plus à la mesure de l'homme. Mais non! Encore une fois notre belle société capitaliste a trouvé un remède pour atténuer les nuisances dont elle est la cause. On accepte la pollution parce qu'elle est rentable, elle combat le chômage et elle génère une activité économique supplémentaire.

Pourquoi ne pas apprendre à vivre autrement, à changer ses comportements en voyant plus petit? Des tas de solutions facilement applicables auraient sans aucun doute un impact plus bénéfique sur la société que d'immenses programmes gouvernementaux. Pourquoi ne pas choisir un certain nombre d'alternatives, de technologies douces, où le gaspillage, le gigantisme et la surconsommation n'ont pas leur place.

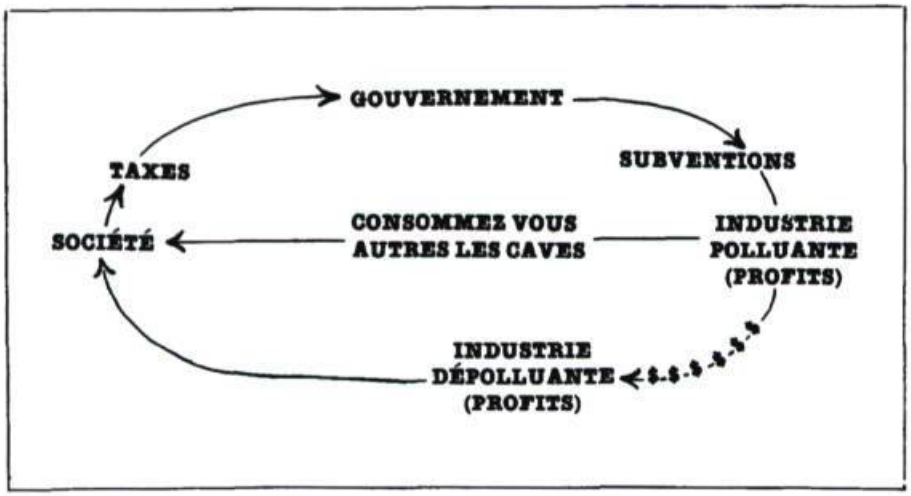
Des tas de solutions: décentralisation, production non polluante, conservation, recyclage, transport en commun, espace vert, énergie douce, artisanat... des tas de solutions.

Comme à l'arrivée, le départ
fut marqué par une odeur de
gazoline
Les grosses limousines filaient
maintenant à vive allure
Le programme était lancé
L'environnement sauvé...

Daniel Germain

Notes:

(1) La Presse, Montréal, 8 avril 80.

(2) «$7 milliards pour une écologie capitaliste», par Michel Jurdant, Le Devoir, Montréal, 17 mars 80.

(3) Groupe de recherche sur les stratégies de développement, **Croissance et Environnement**, Belgique, 1977.